

Lee Chance

ABUS SEXUEL OU EXPLOITATION SEXUELLE UN FAIT SOCIAL IGNORÉ ; DE LA VULNÉRABILITÉ SEXUELLE DES JEUNES FEMMES EN HAÏTI

L'auteur Lee Chance est un analyste social, pour la firme internationale Research and Action International Consulting Firm (REACTIC) basée aux Etats Unis
lchance@reactic.org

Discours auto

J'avais il y a quelques mois de cela écrit

L'exploitation sexuelle en Haïti est un problème grave qui doit être soulevé rationnellement pour en trouver une solution adéquate et définitive

un article qui avait été publié par l'édition du quotidien le Matin, le 5-6 Novembre 2007. A mon grand soulagement, cet article a créé de nombreuses réactions. Mr Fritz Dorvillier Professeur de Sociologie à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université d'Etat d'Haïti a répondu à mes arguments dans un article publié par le quotidien le Nouvelliste dans le numéro du Jeudi 22 Novembre 2007 [1].

Et pourtant le débat qui fut soulevé [2] sur le cas des soldats sri lankais de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) il y quelques mois, montre que la faillite des intellectuels et des leaders politiques de ce pays dont je parlais dans mon article [3] est bien une réalité. Le fait comme tous les faits importants qui secouent la société haïtienne est tombé dans les catacombes de la mémoire collective ; oublié avant même d'être devenu un débat.

J'ai suivi les discours des premiers temps sur le cas des soldats sri lankais et je trouve cela intéressant à bien des égards car la bataille semble s'organiser autour de subtilités d'ordre rhétorique « exploitation sexuelle » versus « abus

sexuel » sans qu'il y ait accord autour du contenu de ces notions ou concepts. Dans le numéro du Nouvelliste du 22 Novembre 2007, je fus même étonné de lire que Olga Benoit de l'organisation féministe la SOFA utilise une terminologie du droit international en demandant au gouvernement Haïtien de déclarer ces « abus sexuels » de « crime à l'humanité » (je pense que l'auteur ou le journal voulait écrire crime contre l'humanité).

Ce qui frappe dans ces discours c'est la vacuité de leur contenu. En fait ils ne disent rien sinon qu'ils parlent des auteurs et de leurs fonctions dans la société Haïtienne. Ce sont là des discours auto référentiel. C'est comme-ci ces discours ce devaient d'être par le simple fait de la fonction de l'auteur (individuel ou collectif) du discours. Dans un pareil cas c'est normal que le ministère de la condition féminine et les organisations de femmes déclament leur émotion contre un tel acte odieux. Car telle est leur fonction. Cela démontre ce que j'avais écrit précédemment [4], la vacuité des discours publiques qui ne cherchent pas à éclairer l'opinion publique mais à proclamer « moi l'auteur de ce discours, je suis là présent au sein de la société et mon discours n'existe que pour exprimer mon existence »

Plusieurs faits frappent dans l'analyse de ces discours. (i) De quoi parle t-on vraiment ? D'abus sexuel ou d'exploitation sexuelle ? Pour l'instant selon les auteurs du discours actuel, les termes « abus sexuel » et « exploitation sexuelle » sont interchangeable. Le problème c'est que les ténors du discours public sur ce cas font des envolées lyriques avant même que l'on soit assuré du fait lui-même. C'est donc de mon point de vue des discours qui ne cherchent pas à analyser un problème social majeur. D'ailleurs le problème en tant que tel, n'est posé nulle part. Ces discours se réduisent à de la propagande et sont porteur d'une charge émotive.

Si nous nous trouvons dans un cas d'exploitation sexuelle ce qui de mon point de vue est un fait normal dans le contexte de pauvreté et de vulnérabilité actuel. Alors il faudrait se pencher sur les causes d'un tel fait et voir comment réduire l'exploitation des jeunes femmes. Pour le lecteur j'attire l'attention sur le fait que normal ne veut pas dire acceptable. L'exploitation sexuelle des jeunes femmes est un fait avéré dans le cadre des missions des Nations Unies dans des pays pauvres, vulnérables et dirigés par des Etats trop faibles pour protéger ses citoyens les plus faibles.

Les filles victimes, sont quasiment absentes de ces discours. On n'y voit pas leur opinion et la manière dont elles opineraient sur les faits. On ne trouve pas non plus derrière ces discours les tragédies humaines qui ont emmenées ces jeunes filles à être victimes.

Un Cas significatif d'un malaise social profond et réel mais ignoré par le leadership de ce pays

Au risque de choquer mes lecteurs j'avancerais plusieurs arguments. En suivant les lignes de la pensée du sociologue Américain Franck Furedi [5], je dirais que la vacuité des discours sur le cas des sri lankais reflète un nouvel habitus de construire des discours qui ne posent pas de problèmes et ne cherche pas de solutions. Au contraire ce sont des discours auto référentiels qui présentent l'auteur mais pas le problème. Ces discours ont pour fonction essentielle de faire entendre la voix de l'acteur (individuelle ou institutionnelle) qui parle. Les discours publiques ne sont pas motivés par la recherche d'une solution à un problème social complexe qui dépasse les soldats sri lankais mais concerne la question de la sexualité et de la définition social du genre dans la société haïtienne aujourd'hui.

Derrière un discours vague se cachent des tragédies humaines réelles

Derrière le cas des Sri Lankais, il me semble que le problème réel est celui non posé de la vulnérabilité des jeunes femmes Haïtiennes. Les organisations féministes haïtiennes prétendent parler au nom des victimes alors même que leur discours jusqu'à la publicisation de ce fait a ignoré le problème de la vulnérabilité sexuelle des femmes de ces quartiers pauvres. La déclaration d'Olga Benoit de la SOFA est le signe de la faiblesse et de la décadence de nombreuses organisations de la société civile qui ont perdu la vision et la dynamique qui furent à l'origine de leur émergence entre la fin des années 80s et le début des années 90s. Les

déclarations actuelles sur le cas des Sri Lankais montrent le peu de sérieux de ces institutions incluant le ministère de la condition féminine malgré tout le respect que je voue à Madame Laurence Lasségue. Ces déclarations virulentes sont à prendre à chaud et s'éteindront tel un feu de paille dans les semaines à venir. Et d'autres femmes mineures et adultes continueront à être exploitées par les hommes étrangers ou haïtiens qui ont le pouvoir économique. Comme il est dit couramment en Haïti, les haïtiens ont la mémoire courte.

Je trouve que le cas des soldats sri lankais est un cas très significatif car il est le signe d'un problème qui transcende le cas présent. Ce n'est pas un épiphénomène mais un phénomène majeur qui se reproduit de manière exponentielle. Un tel cas devrait favoriser l'émergence d'un véritable débat sur la situation de vulnérabilité des jeunes mineures et de la décroissance socioéconomique des ménages et des communautés qui ne peuvent plus protéger ces jeunes femmes.

Les discours publics se contentent de demander réparation, justice et appuie aux victimes etc... Je crois que c'est une approche du problème qui est très réductrice du problème lui même. Je ne suis pas convaincu que les nations unies prendront une quelconque mesure contre ces militaires qui sont déjà rentrés chez eux. A quoi sert-il de demander le retour des soldats Sri Lankais en Haïti pour répondre de leurs actes devant la justice Haïtienne. D'ailleurs y a-t-il eut une enquête qui permette d'affirmer les dessous de cette affaire. Pas encore, il faudrait au Nations Unies au moins une année pleine sinon

plus afin de mener une enquête de ce genre. Par ailleurs il faut être un peu réaliste, il y a très peu de chance pour que le gouvernement Sri Lankais renvoie ses soldats pour être jugés. Cette affaire comme toutes les affaires de ce genre aux Nations Unies sera étouffée.

Cependant il me semble que ce cas qui semble être réduit à un fait d'ordre légal ou un incident médiatique, est un fait social sérieux qui a avoir avec la vulnérabilité des femmes comme je l'ai dit précédemment ; il a avoir aussi avec la production de valeurs et l'écroulement de la famille comme institution primaire de socialisation ; la famille ne construit plus mais elle est devenue le lieu de la déconstruction sociocognitive. Nous devons également mentionner le fait que l'impact d'une mission des Nations Unies dans un pays pauvre ne se limite pas uniquement à l'économique mais aussi au social et en l'occurrence au fait sexuel qui quitte l'espace du privé pour devenir un fait sociologique publique.

Je ne vais pas m'étendre sur le cas des Sri Lankais car il faudrait d'abord déterminer si on se trouve dans un cas d'abus sexuel ou un cas d'exploitation sexuelle. Mais je voudrais plutôt étayer mon analyse sur la question de la vulnérabilité et en l'occurrence la vulnérabilité des jeunes femmes des milieux pauvres et de la sexualité comme stratégie de survie.

Approche vulnérabilité versus approche pauvreté

Haïti est non seulement pauvre mais aussi une société dont le niveau de vulnérabilité s'est renforcé ces dernières années face aux différents chocs notamment politiques ce qui a eu un

effet direct sur l'économie des ménages et la dynamique sociologique de la société haïtienne de manière générale. C'est pour cette raison que je pense que l'approche la plus pertinente pour appréhender ce pays ce n'est pas tant celle de la pauvreté mais plutôt l'approche vulnérabilité. Dans la perspective pauvreté on peut décider de ne voir l'individu qu'à travers ses conditions de vie et les indicateurs économiques qui très souvent sont détachés des réalités sociales et culturelles des membres d'une communauté. Tandis que la perspective vulnérabilité tient compte de la dimension humaine de l'individu en mettant l'accent sur ses capacités de résilience et ses capacités de résistance aux chocs. Haïti est un pays où l'espoir et le rêve sont aujourd'hui, des impossibilités. C'est très simple, les filets de sécurité ont sauté en Haïti. Plus rien ne protège l'individu contre les assauts de la misère. L'individu est balloté au gré des accidents de sa quotidienneté. L'Etat est trop faible pour protéger les citoyens et surtout les jeunes femmes. Monsieur Préval alors président de la République n'avait-il pas affirmé dans un discours public, « *najé pou soti* » ?

Les communautés constitutives de la société haïtienne ne protègent plus leurs membres car la politique de rareté et la destruction de l'équilibre du système écologico-humain ont produit les conditions qui contribuent au renforcement du processus d'individuation qui oppose l'individu à la collectivité. La famille qui est non seulement la plus petite unité sociale de formation de l'individu et une institution de socialisation primaire n'a aujourd'hui en Haïti plus les moyens de fabriquer des

citoyens de demain car sa capacité à fabriquer des valeurs positives a diminué ; mais surtout la famille ne protège plus l'individu. L'évolution de ces dernières années vers des familles monoparentales n'est pas un phénomène de mode mais bientôt un fait sociologique marquant qui affecte le substrat sociétal. Les filles développent une sexualité active de plus en plus jeune non pas parce que c'est simplement le fait d'une évolution des mœurs mais simplement parce que la politique du ventre et les nécessités économiques réclame une rationalité de l'homo-economicus et un choix pragmatique dont le sexe est un résultat logique pour une femme même jeune.

Il faut tenir compte de plusieurs faits.

(i) Les forts exploitent les plus faibles, c'est un fait de la Nature que l'on retrouve dans le contexte de la culture ou de la société. Les hommes qui dans cette société détiennent le pouvoir politique et économique détiennent une quantité de pouvoir qui leur permet de non seulement prendre des décisions mais aussi d'exercer un pouvoir de commande sur les plus faibles en l'occurrence les femmes.

(ii) La société haïtienne se caractérise par la rareté des ressources mais aussi des opportunités pour les gens ordinaires. Les femmes dans la course aux opportunités sont très largement désavantagées. Plus faibles (socialement et économiquement) que les hommes elles doivent souvent payer l'accès aux opportunités. Il faut aussi noter que les hommes en situation de vulnérabilité doivent aussi payer par exemple pour un emploi mais en

général ils paient en mesure monétaire tandis que la femme aura tendance à recevoir des demandes d'ordre sexuelle.

(iii) Le sexe est un service négocié entre les hommes et les femmes du simple fait du genre et du fait que le sexe est un fait naturel. Cependant la négociation est facilitée par certains leviers tels que la vulnérabilité et la pauvreté des femmes. Cela est aussi valable pour les jeunes hommes. Dans le film haïtien Jean Jacques Arneaud « Vers le Sud » les femmes venant des pays froids (dans tous les sens du terme) passent leurs étés dans un hôtel en Haïti (dans le sud, sous le régime de Duvalier fils) ou elles achètent des services sexuels à de jeunes hommes haïtiens incluant des mineurs.

(iv) Aujourd'hui en Haïti, les besoins d'argent des individus sont supérieurs à la disponibilité monétaire. Tout coûte cher dans ce pays. De l'éducation dans une école de mauvaise qualité, à la nourriture en passant par les soins de santé. Pour dire autrement, la réalisation des besoins primaires est hors de prix en Haïti.

(v) La mondialisation crée de nouveaux besoins tel que la possession d'un téléphone portable et autre gadget ect.. Les jeunes de ce pays comme tous les jeunes des pays développés ont les mêmes besoins.

(vi) Il y a interchangeabilité des rôles entre les enfants et les parents. Dans de nombreux cas les enfants remplissent des rôles traditionnellement dévolus aux parents. Par exemple de nombreux enfants recherchent eux-mêmes les moyens de se scolariser.

Il est un fait que de nombreuses jeunes filles aussi jeunes que 13 années n'ont pas d'autres choix que de s'offrir à un homme pour payer leur scolarité ou la marmite de riz pour la maison. Nombreuses sont celles qui nourrissent leur famille car le père et la mère ne peuvent plus remplir ces fonctions. Il est certain que de nombreux hommes abusent de cette situation et c'est odieux. Cependant détachons nous de tout jugement moral et de toute réaction émotive pour décrypter ce fait dans sa nudité la plus absolue.

Décryptage d'un fait social : au-delà du jugement de valeur

Je voudrais découper au scalpel la situation typique d'exploitation sexuelle et en décrypter les moments qui expliquent que de jeunes mineures puissent être victimes de la prédation des hommes.

Le cas de Martissant

Martissant est un quartier pauvre, affecté par la violence et quasiment oublié des autorités publiques depuis le départ de l'ancien président Aristide en février 2004. La violence armée entre gangs opposés a considérablement réduit le marché des opportunités économiques dans ce quartier mais aussi plus généralement dans la capitale. Les soldats Sri Lankais évidemment apparaissent comme des acteurs économiques forts dans un tel contexte. Pour plusieurs raisons, ils ont de l'argent même une maigre solde, mais ils ont également de la nourriture sous la forme de rations alimentaires. De nombreuses familles dans ce quartier vivent dans une misère quelque fois indescriptible. De nombreuses mères ne peuvent payer une boîte de lait pour leurs enfants et

cela peut paraître aberrant pour plus d'un mais faire une soupe de pain (Soup ak pen) n'est plus aussi facile qu'il y a trois ans. De fait en face d'une situation quotidienne ou la nourriture de la journée demeure une préoccupation constante, les individus font des choix rationnels et pragmatiques. Pour un homme, une femme n'est pas uniquement un genre de l'humanité mais aussi un partenaire sexuel avec laquelle il faut négocier. Cependant dans toute négociation l'une des parties cherche un levier qui lui permette d'augmenter son gain. La situation de pauvreté et de vulnérabilité socioéconomique d'une femme même mineure est un levier puissant surtout pour des hommes comme les Sri Lankais qui dans leur société n'auraient pas les mêmes possibilités de négocier des rapports sexuels.

Le premier facteur dont il faut tenir compte, c'est le cas des mineures une catégorie particulièrement vulnérable. Les mineures devraient être protégées par leur famille et leur communauté. La société de manière générale devrait fabriquer des valeurs pour influencer les attitudes et les comportements de ses membres. La fabrique sociale est en panne, c'est un fait avéré. Le tissu social a explosé sous les chocs politiques, économiques et sociaux depuis 1986 date de l'écroulement du régime d'un despote (Jean Claude Duvalier) et date de l'entrée de la société haïtienne dans un processus de démocratisation hoquetant et quasi permanent.

Les pères notamment dans les milieux les plus pauvres, ont perdu leur fonction monopolistique de chef de famille en faveur des femmes. L'érosion de la

fonction économique du père a aussi érodé sa figure comme chef de famille et source de l'autorité traditionnelle. La perte de ce rôle traditionnel ne fut pas ni compensée, ni remplacée par un autre rôle. Les enfants naissent dans des familles presque au gré des rapports entre hommes et femmes, en dehors d'un cadre normatif familial et communautaire. Dans de nombreuses familles aujourd'hui ce sont les jeunes filles qui nourrissent la maison. Et plus fondamentalement, les jeunes filles incluant les mineures sont devenues quasi responsables de leur besoin primaire et de ceux de leurs frères et sœurs. De fait elles se trouvent dans une position de faiblesse car elles sont jetées dans un système de négociation de leurs besoins primaires avec des hommes adultes qui ont les moyens économiques. Au su des familles en l'occurrence de la mère qui préfère détourner le regard et à l'insu du père qui prisonnier des nouvelles données du jeu social évade la réalité de la famille.

La phrase de Monsieur Préval en 2000, « *naje pou soti* » signifie que les citoyens et citoyennes haïtiens quelque soit leur âge sont largués dans une société en déconfiture.

Conclusion

Pour conclure je voudrais dire qu'il est clair que le cas des soldats Sri Lankais n'a rien à voir avec ces derniers en tant qu'hommes. D'ailleurs je ne crois pas que ce soit dans la société haïtienne osera honnêtement affirmer que le problème est uniquement le fait de ces soldats. C'est un problème plus complexe qui demande un traitement social et politique. L'Etat et j'y inclus le ministère de la Condition Féminine qui je

dois le reconnaître sous le leadership de Madame Marie Laurence Lasségue a commencé à augmenter son profil public, a abandonné ces citoyens et en l'occurrence les groupes les plus faibles. Les hommes et les femmes politiques de ce pays passent leur temps à gérer un pouvoir qui depuis plus de vingt années a détruit ce magnifique pays. Les élites intellectuelles de ce pays préfèrent quand à elles parler pour affirmer leur position socioéconomique plutôt que de parler pour éveiller les consciences sur les grands maux de ce pays. Les organisations féministes comme la plus part des organisations de la société civiles haïtiennes et les élites pensantes de ce pays devraient abandonner les réactions émotives pour adopter une démarche plus réflexive qui serait très certainement plus constructive. Je ne compterais pas trop sur la MINUSTAH pour empêcher la prolifération de ce phénomène, les Soldats Sri Lankais ont été attrapés et les autres, incluant les officiers civils de la mission ? Les jeunes mineures ont besoin de leur familles pour les protéger, ces familles ont besoin de l'encadrement de la communauté qui à son tour a besoin des filets de sécurité de l'Etat.

Notes

[1] Ce qui est intéressant à remarquer c'est que le Nouvelliste publie la réponse sans publier l'article initial. Erreur, faute ou manque de considération pour les lecteurs ?

[2] En fait on ne peut pas considérer les discours des mois derniers sur le cas des soldats sri lankais comme un débat. Je parlerais plutôt de mono-dialogue pour définir le bruit qui entoure ce cas ou discours sans destinataire.

[3] Lee Chance, *Pour une Sociologie Activiste et Publique*, Octobre 2007. Publié par le Journal Le Matin, 5-6 Novembre 2007.

[4] Cf. Note [3]

[5] Franck Furedi *Politics of Fear*, Continuum, 2005.